

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 10 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société PLACOPLATRE

Tour Saint-Gobain
12 place de l'Iris
92400 Courbevoie

Références : 2025_1486_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007201450

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement PLACOPLATRE implanté 13 route du Mandras, 16370 Val-de-Cognac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLACOPLATRE (PLACO SAINT-GOBAIN)
- 13 route du Mandras 16370 Val-de-Cognac
- Code AIOT : 0007201450
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise PLACOPLATRE, filiale du groupe Saint-Gobain, exploite depuis les années 70 à proximité de Cognac, une usine (parmi les 6 du groupe en France) de fabrication de plaques de plâtre à partir de gypse provenant de la carrière Garandeau à proximité et issu de la valorisation et du recyclage des matériaux de déconstruction de bâtiments. Une ligne de fabrication et un atelier de transformation (assemblage, découpe) produisent environ de 30 Mm² de plaques par an. En 2023, le revamping du sécheur à plaques avec récupération de chaleur permet de réduire les consommations d'eau et d'énergie et les émissions de CO₂.

L'usine relève de l'autorisation ICPE 2520 et 2791 et de l'enregistrement pour les rubriques 2515-1, 2910-A, 2663, 2716, 2940-2.

L'exploitation de l'usine est réglementée par un arrêté préfectoral de 1979 modifié en dernier lieu par APC du 19/11/2025 pour l'extension de l'activité de recyclage de gypse.

Thèmes de l'inspection : Action nationale 2025 « Sobriété hydrique »

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Données de prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
3	Prescriptions sécheresse	AP Complémentaire du 11/05/2023, article 3
4	Prescriptions sécheresse	AP Complémentaire du 11/05/2023, article 3
5	Prescriptions sécheresse	AP Complémentaire du 11/05/2023, article 3
6	Prescriptions sécheresse	AP Complémentaire du 11/05/2023, article 3
7	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entreprise PLACOPLATRE met en œuvre pour son usine de Val de Cognac un plan d'actions d'économies d'eau dans le cadre d'objectifs définis par le groupe Saint-Gobain à l'horizon 2030. Des investissements importants réalisés depuis 2023 ont permis de réduire les niveaux de prélèvements dans le milieu de façon significative.

Un bilan est demandé sur les consommations et les économies d'eau de l'usine, consolidé à fin 2025 et mettant en perspective l'efficacité des actions réalisées et de celles prévues dans l'étude technico-économique ; le suivi des consommations est présenté en valeur absolue et en valeur spécifique ramenée à la production. Il est souhaitable que ce bilan soit renouvelé annuellement.

L'exploitant est invité à améliorer sa connaissance de la ressource en eau utilisée (l'étang de la carrière Garandeau à proximité) afin d'évaluer la compatibilité du prélèvement dans le contexte actuel du dérèglement climatique avec un risque de réduction de la disponibilité en eau de cette ressource.

Enfin, il est attendu que l'exploitant s'assure de la fiabilité de la mesure du prélèvement en eau, depuis l'étang et affine son suivi dans le cadre défini par la réglementation ICPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, stratégie de sobriété - gestion de l'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : - utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; (...).
Constats :

La société PLACOPLATRE ne dispose d'aucune limite de prélèvement en eau définie par son autorisation environnementale.

L'alimentation des ateliers de production est assurée par un prélèvement dans l'étang de la carrière Garandeau situé à proximité. La seule limite est celle du débit de la pompe de prélèvement de 80 m³/h pour permettre d'alimenter principalement la production de plaques de plâtre.

Données de prélèvements d'eau déclarées dans GEREPE et mentionnée dans le 1^{er} bilan fourni :

- 2024 : 123.352 m³
- 2023 : 124.145 m³
- 2022 : 131.940 m³
- 2021 : 165.620 m³
- 2020 : 122.476 m³
- 2019 : 130.137 m³
- 2018 : 115.956 m³
- 2017 : 116.256 m³

En matière de sobriété hydrique, l'entreprise PLACOPLATRE met en œuvre la politique du groupe Saint-Gobain, qui vise à réduire en 2030 les prélèvements en eau à hauteur de 50 % par rapport à 2017 (année de référence prise en compte).

Pour l'usine, selon l'exploitant, les actions mises en œuvre à fin 2024 ont permis de réduire les prélèvements annuels :

- de 6000 m³ au poste « eau dans la gâchée »,
- de 4000 m³ pour la réparation de fuites et l'amélioration des pratiques et des usages internes,
- de 15000 m³ par la récupération des condensats,
- en sus, une économie de 20.000 m³ est attendue par la récupération des eaux de nettoyage de la bande de formation pour un fonctionnement en 5x8).

Pour atteindre l'objectif à 2030, le plan d'actions est poursuivi avec comme objectif supplémentaire de réduire les prélèvements de 34.000 m³.

Parmi les actions prévues et/ou engagées, figure la récupération d'eau de pluie, notamment (cf. point de contrôle n°6).

IT Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Données de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15

Thème(s) : Actions nationales 2025, stratégie de sobriété - indicateurs sur les volumes de prélèvements

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur.

Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Un suivi mensuel des volumes d'eau industrielle prélevée annuellement est réalisé sur support

informatique.

Le débit d'eau prélevé est de l'ordre de 450 m³/j en moyenne pour l'année 2024 (cf. déclaration GERP), soit au-delà du seuil de 100 m³/j qui déclenche un suivi journalier avec consignation des volumes dans un registre ad hoc.

La déclaration sur GIDAF des données de prélèvements n'est pas prescrite.

L'eau provient de l'étang de la carrière Garandeau situé à l'Est de l'usine à environ 150 mètres.

Une convention entre les entreprises Garandeau et PLACOPLATRE autorise, depuis le 19/12/1977, cette dernière à prélever l'eau de l'étang pour les besoins industriels de son usine.

Aujourd'hui, la pompe de prélèvement dispose d'un débit nominal de 80 m³/h.

Le compteur actuellement utilisé pour la mesure des volumes prélevés est en place depuis août 2017.

Le suivi et la maintenance de cet équipement sont à la charge de l'entreprise PLACOPLATRE.

Néanmoins, aucune disposition n'est actuellement mise en œuvre pour s'assurer à intervalles réguliers de l'absence de dérive (conformité métrologique notamment) de la mesure donnée par ce compteur.

L'exploitant précise que ce compteur est utilisé pour calculer la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau, due à l'Agence de l'eau.

Dans ce cadre, il indique que les dispositions de l'arrêté ministériel du 19/12/2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau, s'appliquent, dont, notamment, son article 4 :

« Le redevable de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau prévue à l'article L. 213-10-9 du code de l'environnement fait procéder :

1° Soit à la remise à neuf ou en état d'origine de l'ensemble des dispositifs de mesure des volumes d'eau prélevés, pouvant consister en l'échange du dispositif de mesure, neuf ans après la dernière remise en état d'origine ou à neuf ;

2° Soit au diagnostic de leur fonctionnement dans les conditions prévues à l'article 5 sept ans après le dernier diagnostic. »

Il prévoit donc, selon ces dispositions, de changer le compteur au plus tard en août 2026.

Il envisage, par ailleurs, l'installation d'un second compteur en série sur la canalisation d'approvisionnement de l'usine afin de contrôler l'absence de dérive de la mesure.

Concernant le niveau de la ressource en eau, à la connaissance de l'exploitant, le niveau de l'eau de l'étang n'est pas suivi, même en période de basses eaux (cet étang serait relié et alimenté par des résurgences souterraines et aurait un niveau d'eau donné permanent).

A minima, il apparaît pertinent que l'exploitant ait une connaissance du fonctionnement hydrogéologique de l'étang Garandeau, qui constitue son unique ressource en eau industrielle et dans un contexte de dérèglement climatique.

Les informations pouvant être recueillies sur le sujet s'inscrivent dans le cadre des éléments devant figurer dans l'étude d'impact de l'établissement, tels que mentionnés à l'article R.122-5 du code de l'environnement :

« II. - En application du 2° du II de l'article L. 122-3, l'étude d'impact comporte les éléments suivants, en fonction des caractéristiques spécifiques du projet et du type d'incidences sur l'environnement qu'il est susceptible de produire : (...)

3° Une description des aspects pertinents de l'état initial de l'environnement, et de leur évolution en cas de mise en œuvre du projet ; (...)

5° Une description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement résultant, entre autres :

a) De la construction et de l'existence du projet, y compris, le cas échéant, des travaux de démolition ;

b) De l'utilisation des ressources naturelles, en particulier les terres, le sol, l'eau et la biodiversité, en

<i>tenant compte, dans la mesure du possible, de la disponibilité durable de ces ressources ; ».</i>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>1- Afin de répondre à la prescription de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998, et compte tenu du niveau de prélèvement journalier de l'eau industrielle, qui excède 100 m³/j, l'exploitant doit assurer un suivi journalier de cette donnée en la consignant dans un registre ad hoc.</p> <p>2- L'exploitant définit et met en place les mesures appropriées pour s'assurer de l'absence de dérive de la mesure du prélèvement de l'eau dans l'étang Garandeu. Ces mesures peuvent, par exemple, être l'installation d'un second compteur en série sur la canalisation d'approvisionnement de l'usine ou bien la réalisation d'étalonnages réguliers.</p> <p>3- L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la remise à neuf (remplacement) du compteur actuel.</p> <p>4- Des informations sont recherchées sur le fonctionnement hydrogéologique de la ressource utilisée pour l'approvisionnement du site en eau industrielle. Sur la base de ces informations, l'exploitant évalue la compatibilité du prélèvement qu'il réalise avec la disponibilité durable de la ressource, dans le contexte actuel du dérèglement climatique.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Prescriptions sécheresse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/05/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de restriction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les mesures exceptionnelles dans le tableau article 3 (voir AP), avec comme objectif de réduire les prélèvements d'eau et/ou l'impact des rejets sur le milieu récepteur en fonction des seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée et de crise.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées tout document permettant de justifier l'organisation mise en place pour atteindre les objectifs fixés dans le tableau ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prescriptions en matière d'économies d'eau et en cas de sécheresse sont définies par l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/05/2023.</p> <p>Les dispositions de l'article 3 définissent les mesures exceptionnelles à mettre en œuvre sur le prélèvement et / ou les rejets d'eau en cas d'alerte (seuils de vigilance, alerte renforcée, crise) notifiée par le préfet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prescriptions sécheresse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/05/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Bilans d'économie d'eau
Prescription contrôlée : <p>En fonction des informations d'actions d'économies d'eau éventuellement transmises à l'inspection, l'exploitant est tenu de :</p> <ul style="list-style-type: none">- faire un bilan d'économies d'eau sur les 5 dernières années, transmis à l'inspection des installations classées sous 6 mois.
Constats : <p>Le bilan des économies d'eaux a été réalisé en novembre 2023 (Eau-Mega, rapport n°16-23-003 du 08/12/2023) et transmis à l'inspection des installations classées. Ce bilan porte sur la période 2018-2022.</p> <p>La consommation mensuelle moyenne est relativement stable, autour de 10.000 m³, sauf pour l'année 2021, qui a connu une augmentation importante de l'ordre de 35 % (13.800 m³/mois) expliquée par une reprise d'activité post-covid et la fabrication de nouveaux produits émetteurs de davantage de poussières, qu'il faut nettoyer.</p> <p>La consommation spécifique (par tonne produite de plaque de plâtre) a plutôt tendance à augmenter :</p> <ul style="list-style-type: none">• 2017 : 0,58 m³/t• 2018 : 0,63 m³/t• 2019 : 0,66 m³/t• 2020 : 0,66 m³/t• 2021 : 0,84 m³/t• 2022 : 0,68 m³/t. <p>Ces valeurs doivent être complétées après 2022.</p> <p>Un autre indicateur de consommation spécifique (par m² produit) est présenté. Une tendance à la baisse à partir de 2024 apparaît, expliquée, notamment, par la mise en service de la récupération/recyclage de l'eau des vapeurs de séchage des plaques et du recyclage de l'eau de nettoyage des bandes de formation :</p> <ul style="list-style-type: none">• 2022 & 2023 : 6,5 l/m²• 2024 : 5,8 l/m²• 2025 (prévision) : 4,9 l/m² <p>Cette tendance à la baisse doit aussi se retrouver sur l'indicateur m³ consommé/tonne produite.</p> <p>Selon l'exploitant, le plan d'actions d'économies (cf. point de contrôle n°1) doit contribuer à réduire d'environ 20 % supplémentaires la consommation d'eau de l'usine. Les données consolidées pour 2025 permettront de confirmer cette tendance et de vérifier si les économies réelles sont à la hauteur des prévisions.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant est invité à établir un bilan consolidé à fin 2025 des consommations et des économies d'eau. Ce bilan est à transmettre à l'inspection des installations classées au plus tard le 31/03/2026. Il présentera l'évolution des données de consommation depuis 2018 en valeur absolue (m³ consommés) et en valeur spécifique (tonne ou m² produit) afin d'en dégager des tendances</p>

éventuelles.

Les actions de réduction des consommations d'eau, mises en œuvre sur la période, seront également décrites et leur efficacité en termes d'économies réelles sera examinée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prescriptions sécheresse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/05/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de continuité

Prescription contrôlée :

En fonction des informations d'actions d'économies d'eau éventuellement transmises à l'inspection, l'exploitant est tenu de :

- Proposer un plan de continuité d'activité, transmis sous 3 mois, afin de définir le besoin en eau minimum et les actions à maintenir de façon prioritaire pour assurer la sécurité du site et des installations de production.

Le plan doit recenser les actions déjà réalisées pour réduire sa consommation d'eau de façon pérenne et les actions temporaires envisageables.

Constats :

Le plan de continuité en cas de situation de crise a été établi en août 2023 (rapport Eau-Mega n°16-23-00 du 30/08/2023).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prescriptions sécheresse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/05/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Étude technico-économique

Prescription contrôlée :

En fonction des informations d'actions d'économies d'eau éventuellement transmises à l'inspection, l'exploitant est tenu de :

- Réaliser, sous 1 an, une étude technico-économique des actions réalisables à un coût acceptable. Les actions non retenues dans le cadre de l'étude technico-économique sont systématiquement justifiées.

Constats :

L'étude technico-économique a été établie et transmise en juillet 2024 (rapport Eau-Mega n°16-23-003 du 31/07/2024).

Elle propose des actions visant à réaliser des économies sur les volumes prélevés sur la ressource en eau (étang de la carrière Garandeau) :

- la réutilisation des eaux traitées de la STEP ORLUT de Val de Cognac située à 1500 m, pour une économie estimée à 20.000 m³/an soit environ 1/3 du besoin actuel,
- la réutilisation des eaux traitées de la STEP du bourg de Val de Cognac située à 4000 m ; économie estimée à 40.000 m³/an,
- la réutilisation des eaux en sortie de la STEP de l'usine, pour une économie estimée à 2900 m³/an,
- la collecte en cuve enterrée et le recyclage des eaux de pluie de toitures du site ; économie estimée de 14.000 m³/an,
- la collecte des eaux pluviales et de celles du ruisseau le Fossé du Roy dans une cuve

aérienne ; économie estimée de 32.000 à 40.000 m³/an.

Dans le cadre des actions du groupe Saint-Gobain visant à réduire de 50 % par rapport à 2017 les prélèvements d'eau de ses sites à l'horizon 2030, l'usine de Val de Cognac met en œuvre un plan d'action 2025/2026 visant à la récupération des eaux de lavage de la bande de formation et la récupération des eaux pluviales du site. Ces actions viennent s'ajouter à celles déjà en place comme la récupération des condensats du sécheur à plaques depuis 2024.

L'objectif défini pour l'usine est une réduction d'environ 60.000 m³/an par rapport à la base 2017.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I

Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERE des prélèvements

Prescription contrôlée :

I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...]

-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ; [...]

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

Constats :

L'eau industrielle provient du prélèvement dans le milieu naturel de l'étang de la carrière GARANDEAU, situé à l'Est de l'usine à environ 150 mètres.

Pour 2024, le volume prélevé déclaré sur GERE est de 123.352 m³.

Les années précédentes, les volumes déclarés sont :

- 2023 : 124.145 m³
- 2022 : 131.940 m³
- 2021 : 165.620 m³.

Type de suites proposées : Sans suite